

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse

Herausgeber: Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

Band: 41 (1947)

Buchbesprechung: Rezensionen = Comptes rendus

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

Mgr E. Folletête : Vie de la vénérable Mère Marie de Sales Chappuis.
Imprimerie St-Augustin, St-Maurice 1947. 118 pages. 2^e édition.

Mgr Folletête nous donne une deuxième édition de l'excellente biographie qu'il a publiée en 1934. L'idée est heureuse, puisqu'aujourd'hui les ouvrages écrits sur cette figure attachante sont épuisés. Mise à part la refonte complète du premier chapitre, cette seconde édition corrigée paraît sans modifications essentielles.

Cette biographie alerte suit pas à pas les cheminements d'une âme privilégiée. Nous voyons naître en 1793 et grandir Marie Chappuis dans une belle famille à la foi de roche, à Soyhières dans le Jura-Bernois, à l'ombre du sanctuaire tout proche de Notre-Dame du Vorbourg que l'enfant avait en particulière vénération. Après une jeunesse toute de piété, c'est la vocation religieuse, certaine, mais à la décision hésitante et douloureuse. A 23 ans, Marie Chappuis entre à la Visitation de Fribourg. Ses rares qualités d'intelligence et de cœur la signalent aussitôt à l'attention de ses supérieurs et la jeune moniale joue de suite un rôle important dans la restauration des maisons sœurs, après la tourmente révolutionnaire ; avec Fribourg, ce sont ainsi les maisons de Metz, Troye et Paris qui ont le bonheur de la posséder. Toutefois, son vrai centre d'activité sera Troye où elle passe 44 années de sa vie, la plus grande partie de ce temps en qualité de supérieure, y donnant un exemple admirable de vertus religieuses. Un séjour de six années passées à la maison de Paris lui apporte un supplément d'expérience. Sous la direction de maîtres spirituels éminents, sa vie intérieure se développe et son rayonnement grandit ; femme de conseil, la vénérable Mère est à l'origine plus ou moins directe de plus d'une œuvre et institution religieuses, celle notamment des Oblats et des Oblates de St-François de Sales. Une piété virile, des connaissances théologiques solides et un esprit très équilibré caractérisent Mère Marie de Sales dont l'inlassable charité toute salésienne transparaît dans les pensées réunies en florilège dans le quinzième et dernier chapitre du livre. Ces pensées exprimées en formules souvent maladroitement, parfois obscures, mais toujours profondes, nous font pénétrer dans l'intime d'une âme favorisée de grâces insignes, de son vivant déjà. C'est en 1868 que mourut cette sainte religieuse dont la cause de béatification reste introduite en cour de Rome.

Dans la préface du livre, l'auteur avertit qu'il a voulu d'abord faire œuvre d'édification en écrivant cette vie ; en réalité, le livre est un bel exemple d'œuvre du genre, bien écrit, bien équilibré, solidement appuyé sur les faits. Telle qu'elle est, avec sa présentation extérieure agréable et la série d'excellentes gravures hors-texte qui l'illustrent, cette biographie d'une sainte de chez nous mérite la plus large diffusion.

A. Chèvre.

Hans Pfeffermann : Die Zusammenarbeit der Renaissancepäpste mit den Türken. Mondialverlag Winterthur, 1946, XI-256 S.

Ce titre est tendancieux et nous avons été surpris de voir M. le professeur Blanke dire, dans l'avant-propos, qu'on savait sans doute qu'Alexandre VI avait cherché à collaborer avec le sultan, mais que le mérite de M. Pfeffermann était d'avoir établi que cette tentative, si elle constitue le fait le plus marquant des rapports entre la Papauté et l'Empire ottoman, n'est en réalité qu'un épisode d'une politique turcophile de Rome qui a duré presque tout un siècle ; constatation surprenante, ajoute M. Blanke, et d'autant plus « grotesque » que ces pontifes qui se montraient favorables aux Turcs travaillaient en même temps à organiser contre eux la croisade.

M. Pfeffermann commence par caractériser les deux mondes dont il va étudier les relations : les Turcs d'une part, et l'Occident chrétien, avec ses tendances nationalistes, de l'autre (chap. 1-3). Nos manuels, reconnaissons-le, nous ont parfois habitués à donner trop exclusivement le beau rôle aux seconds et à noircir quelque peu les premiers et certes, l'auteur a raison de chercher à être plus impartial ; mais, dans l'ardeur de la réaction, il a dépassé la mesure : les Turcs ont, selon lui, le monopole des initiatives dans l'ordre social et ils n'ont guère que des qualités, tandis que ce sont les chrétiens qui sont vicieux, débauchés et cruels. Dans plusieurs cas, ils l'ont malheureusement été, mais il ne faudrait pas laisser entendre qu'ils soient les seuls à avoir eu des torts.

Vers le milieu du XV^e siècle se substitue peu à peu à la conception de la croisade — c'est-à-dire la libération de Jérusalem et la conquête de la Terre Sainte — celle d'une guerre défensive contre les Turcs (chap. 4 et 5). C'est à ce moment que se place le pontificat de Pie II.

On sait ce qu'il y a de profondément émouvant dans les efforts que ce pape multiplie, malgré le peu de bonne volonté qu'il rencontre, pour stimuler les princes chrétiens, puis dans la démarche qu'il hasarde, après l'échec du congrès de Mantoue, auprès de Mahomet II pour l'inviter à embrasser la foi chrétienne. Après quoi, à la fin de son règne, déjà tout malade, il assume lui-même la direction de l'entreprise ; il quitte Rome, seul à avoir gardé encore l'espoir du succès, et il meurt à Ancône, au moment où arrive enfin la flotte promise par les Vénitiens.

Or, voici l'interprétation que M. Pfeffermann donne de ces diverses démarches : Pie II est le dernier pape qui ait réussi à se faire attribuer le *monopole* de la croisade, son unique préoccupation (le chap. 6 est intitulé : « letzter Sieg des Papsttums im Kampfe um das Kreuzzugsmonopol »). Peu lui importe l'avance réalisée par les Turcs ; au contraire, leurs progrès sont, à ses yeux, la punition de l'audace qu'ont eue les Hongrois d'entreprendre la lutte contre le croissant sans se soucier du Saint-Siège. Ce qu'il veut, c'est relever son prestige en Occident et assurer son indépendance. Ce qui compte pour lui, c'est moins le fait de participer à la campagne que celui de la commander ; comme il ne trouve pas le bras séculier qui lui est nécessaire et le défenseur de la foi qu'il lui faut, il en vient à proposer au sultan d'embrasser le christianisme : lettre, ajoute M. Pfeffermann (qui

admet que Mahomet II l'a reçue et qu'il y a même répondu), moins naïve qu'on serait tenté de le croire, car un homme aussi perspicace que Pie II ne pouvait sérieusement escompter qu'elle arriverait à convertir le sultan : ce qu'il voulait, en l'envoyant, c'était uniquement trouver une occasion d'entrer en contact avec Mahomet II pour échafauder ensuite avec lui des combinaisons politiques. Et voilà comment, sous Pie II, s'effectue un premier rapprochement entre la Papauté et l'Empire turc (c'est le titre du chap. 7 : « Erste Annäherung des Papsttums an die Türken »), le mot de rapprochement étant pris par notre auteur dans le sens d'un premier pas dans la voie de cette « collaboration » dont il se propose de nous raconter les péripéties.

Le chapitre 8 est intitulé : « La Papauté pensionnée par la Sublime Porte ». C'est l'affaire du prince Djem, frère de Bajazet II et fils de Mahomet II, qui avait estimé prudent de se réfugier à Rhodes. Les chevaliers de Saint-Jean le firent transférer en Auvergne. Le roi de France aurait aimé l'avoir en sa possession, mais c'est Innocent VIII qui finit par l'obtenir. Bien que le frère de Djem, qui voyait en lui un dangereux rival, eût souhaité qu'on le fit disparaître (encore une lettre dont M. Pfeffermann admet trop facilement l'authenticité), le jeune prince était considéré en Europe comme un otage qui, aussi longtemps qu'on réussirait à le garder, permettrait d'écarter la perspective d'une invasion turque. Sa présence avait un autre avantage, plus immédiatement appréciable : Bajazet versait pour l'entretien de son frère une forte pension qui, aux yeux d'Innocent VIII et de son successeur, constituait, nous dit notre auteur — qui ici a probablement raison — le côté le plus intéressant de cette détention, et M. Pfeffermann veut bien y voir l'argument décisif contre l'hypothèse que le prince aurait été empoisonné par l'ordre d'Alexandre VI. Ce dernier avait, en effet, été contraint, tout au début de 1495, de remettre Djem à Charles VIII, au moment où celui-ci quittait Rome pour gagner Naples, où notre prince ne tarda pas à mourir.

Or, en juin 1494, avant l'arrivée des Français en Italie, Alexandre VI, affolé et ne sachant plus sur qui s'appuyer, avait envoyé un messenger auprès du sultan pour implorer son aide et pour le prier d'agir auprès de Venise. Il s'agissait de décider la cité des doges — qui serait demeurée sourde à toute autre intervention — à sortir de sa neutralité et à marcher contre Charles VIII. Celui-ci, assurait le pape, exigerait qu'on lui livre Djem, et il en ferait, après s'être emparé de Naples, le maître de Constantinople.

La démarche n'avait, certes, rien de chevaleresque et l'on pourrait la taxer de trahison, si le pape avait prêté foi au projet de croisade énoncé par Charles VIII au moment de quitter la France, ou de chantage s'il n'y avait pas cru. Plût cependant au Ciel qu'on n'eût pas d'autres fautes à reprocher à Alexandre VI ! Car enfin, si l'on peut admettre que Charles VIII ait eu, un moment donné, des velléités d'entreprendre une croisade, plus exactement d'envahir la Grèce et d'attaquer ensuite les Turcs, et s'il est vrai que cette éventualité ait été envisagée de nouveau à l'arrivée des Français à Rome, lors des tractations entre Alexandre VI et Charles VIII au sujet de la remise de Djem, il n'en fut plus question depuis la mort de

ce dernier. Il n'y a donc pas lieu de se scandaliser si fort et de dénoncer dans cette démarche du pape auprès du sultan le sabotage d'une croisade naissante, la rupture par Alexandre VI, « identifiant ses intérêts et ceux des Turcs » (p. 105) avec la politique traditionnelle de ses prédécesseurs (p. 99). Oui, « le Chef de la Chrétienté appelait le sultan à son aide » (p. 97), mais contre les Français et non pas « contre la croisade ». Il est faux au surplus de prétendre qu'il visait à déclencher une guerre entre Venise et les Turcs (pour découvrir cette proposition dans les instructions remises par Alexandre VI à son délégué, M. Pfeffermann recourt à une exégèse absolument arbitraire) et à opposer l'un à l'autre le bloc : Papauté, Naples et la Sublime Porte et celui de Venise, Milan et la France (p. 106). Louis Le More était d'ailleurs brouillé avec Charles VIII, et la ligue qui finit par se constituer au vu des faciles succès des Français en Italie — ligue qui se disait dirigée contre les Turcs, mais à laquelle ces derniers avaient promis des hommes et de l'argent — comprenait l'empereur, Venise, l'Espagne, le pape et Milan. Quand Charles-Quint, ajoute notre auteur, reprochera plus tard à François I^{er} son alliance avec les Turcs, ce dernier aurait pu lui objecter le précédent du pape Borgia. Non, car, encore une fois, il n'était ici pas question d'alliance (contrairement au titre du chap. 9 : « Päpstliche-türkische Interessengemeinschaft und Bündnispolitik. »), tandis que, inversement, il n'est pas difficile de trouver dans ce même domaine des exemples de trahisons plus nettement caractérisées : pendant le congrès de Mantoue, Florence avait rassuré les Turcs, leur disant qu'ils n'avaient rien à craindre de la part de l'Italie, étant donné la haine que nourrissaient contre Venise la cité de l'Arno et Milan. Plus anciennement, lors de la croisade de 1443 — celle où mourut Cesarini — Gênes était allée jusqu'à fournir des vaisseaux aux Turcs ! Au moment du congrès réuni à Rome, sous Innocent VIII en vue de la croisade, Venise s'était empressée de renseigner la Porte, son amie de longue date, et il en fut de même encore sous Léon X. Ce sont là autant de sabotages réels et directs, tandis que Alexandre VI, s'il voyait, en Charles VIII un éventuel et futur adversaire des Turcs, le considérait alors avant tout comme son propre antagoniste, contre lequel il devait songer d'abord à se défendre. Et c'est dire que si, en février 1495 (et non pas en 1494, comme on l'a prétendu naguère), soit donc au moment où la campagne des Français en Italie prenait fin, il adressait un appel aux nations chrétiennes en vue de la croisade et s'il a travaillé dans le même sens plus spécialement durant les dernières années de son pontificat, il n'y a pas lieu de lui reprocher d'avoir eu double jeu. Il a fait plus contre les Turcs que ses adversaires ne le prétendent. Il aurait fait davantage si son népotisme éhonté n'avait, surtout au début, paralysé les quelques initiatives louables qu'on ne peut lui refuser.

Il n'est plus guère question des papes au chap. 9 (pp. 127-53), mais du conflit qui mit aux prises, au sujet de la succession à l'Empire, Charles-Quint et François I^{er}. Chacun des deux faisait entrer la guerre contre les Turcs dans l'énoncé de son programme, promesse qui, de la part du second, lorsqu'il eut été évincé, aboutit au contraire à une alliance avec la Sublime Porte. Le pape se rangea parmi les adversaires de l'hégémonie des Habsbourg,

mais sans aller jusqu'à suivre les grandes puissances dans leurs avances faites aux Turcs.

C'est alors qu'éclata la Réforme « mouvement dressé, nous dit M. Pfeffermann, contre Charles-Quint (?) et qui, de ce fait, n'était pas pour déplaire aux Turcs et aux Français ni même, incidemment, à la Papauté » (!) (p. 153).

Le chap. 11 est consacré aux réformateurs et tout spécialement à Luther, « le principal protagoniste parmi ceux qui ont travaillé à libérer l'Allemagne de l'influence de l'Eglise romaine » (p. 154). Ulrich de Hutten voulait enlever à la Papauté le monopole de la guerre contre les Turcs, pour en faire une tâche allemande. En réalité, la lutte contre Rome passait avant à ses yeux et il finit par sympathiser avec le croissant. Quant à Luther — qui, dans son aménité, traitait le pape de Turc — lui, soulignait qu'il n'y a pas de « guerre sainte » et que c'est pécher contre Dieu que de recourir aux armes pour l'extension de son règne ; si les Turcs progressent, c'est le Seigneur qui le permet, pour nous punir de nos fautes. Il ne saurait donc être question pour nous de vouloir les combattre et Luther en arrive non seulement à prendre son parti de leur avance, mais presque jusqu'à la désirer (p. 157). Ou du moins, si l'on estime la lutte nécessaire, c'est à l'Empereur seul qu'il appartient de l'entreprendre. « La Réforme a nationalisé non seulement la pensée, la langue, la prière, l'économie, mais jusqu'à la Croisade » (p. 172). C'est à elle, ainsi qu'à la France, que revient le mérite d'avoir empêché que l'Europe ne passât tout entière sous l'hégémonie des Habsbourg, et sans être allés jusqu'à une alliance avec les Turcs (comprenez : contrairement à ce qu'on fait les papes) les protestants ont du moins jeté, entre eux-mêmes et la papauté, le pont que franchiront un jour Paul III et Paul IV. Aux yeux de ces derniers, « l'importance de ces rapprochements l'emportait sur l'appui des Turcs qu'ils s'étaient efforcés d'obtenir... et à ce jeu, ce n'étaient ni ces derniers ni les protestants qui auraient à perdre » (p. 173).

Après s'être, comme on le voit, écarté de son sujet, l'auteur y revient avec le chap. 12, qu'il intitule : « Défaite de la Papauté quant au monopole (il tient décidément à cette idée !) de la croisade. » C'est de Léon X qu'il s'agit. Les Etats qui lui étaient opposés le menaçaient périodiquement de s'allier aux Turcs. Les papes, poursuit notre auteur, en faisaient, à l'occasion, autant ; mais seule une entente perpétuelle avec la Porte eût été de nature à les rassurer pleinement ; or, une certaine pudeur les empêchait d'aller jusque là. Léon X essaya même de mettre l'empereur et François I^{er} d'accord pour préparer une croisade, mais le roi de France avait en tête un autre projet de partage de l'empire ottoman, projet qui n'aboutit pas mais qui fit échouer aussi celui du pape. C'est dire que celui-ci n'occupait plus le premier rang dans les initiatives relatives à la guerre contre les Turcs, et c'est pourquoi il finit par déclarer, en 1519, qu'il était prêt à négocier avec eux. « De la part des papes, aucun effort n'avait été de trop pour déclencher la croisade aussi longtemps qu'ils en avaient eu le monopole, ce qui leur permettait, avec l'aide de leur diplomatie et de leur propagande, d'asseoir leur suprématie internationale et leur rôle d'arbitre parmi les croyants ; mais dès que ce monopole leur est enlevé, ils abandonnent leur

ligne de conduite pour tenter une nouvelle initiative : celle de jouer le rôle d'intermédiaire entre les Turcs et les chrétiens. Le monopole de la guerre sainte se transforme en monopole de la paix sacrée » (p. 180-181).

Pastor (IV, T. I. p. 174, note 1), auquel M. Pfeffermann emprunte la déclaration de Léon X à laquelle il vient d'être fait allusion, explique en réalité que l'affaire de l'élection de l'empereur avait presque fait perdre de vue le problème de la croisade et que, à la nouvelle d'une trêve de 3 ans conclue entre les Hongrois et la Porte, le pape, dans un bref du 9 juin 1519, avait parlé de l'*éventualité* d'en faire lui-même autant ; mais Pastor ajoute que la mort de Selim I^{er}, survenue l'année suivante, fit tomber le projet de croisade. On voit ici, par un exemple typique, le procédé de M. Pfeffermann : d'une convention envisagée comme *possible*, il fait une *réalité* et échafaude là-dessus les considérations qu'on vient de lire et dans lesquelles il voit la preuve d'un bouleversement inattendu survenu dans la politique pontificale.

De ce revirement, aux yeux de notre auteur, les manifestations se poursuivent : lors du sac de Rome, Clément VII songe à demander le secours de la Porte et c'est même à cette dernière que, indirectement, il doit son salut, Charles-Quint ayant fini par s'amadouer en présence du péril turc. Puis, quelques années plus tard, au moment où Ferdinand I^{er} s'efforce de conclure la paix avec Soliman, Clément VII s'empresse de prendre les devants. Abandonnant le rôle traditionnel de la Papauté, celui d'assurer la protection de la chrétienté par l'invitation à la croisade, il veut avoir l'initiative des pourparlers à engager en vue de l'établissement de cette paix vers laquelle tendent les efforts de la maison de Habsbourg, car il se dit que s'il réussit à l'obtenir pour l'ensemble des nations chrétiennes, il se rétablira par le fait même à la première place, il sera de nouveau le maître de la diplomatie et de la politique internationales et aboutira peut-être à assurer l'équilibre entre l'empereur et la coalition anglo-française. Bref, « il se servait des Turcs pour conquérir à nouveau la première place parmi les nations » (p. 190).

Or, voici sur quelles bases s'appuient ces solennelles affirmations : d'une part, sur cette remarque qu'aurait faite, en octobre 1530, au délégué autrichien, Jurischitz, le grand-vizir Ibrahim, lui déclarant que soit François I^{er}, soit le pape avaient demandé l'aide du sultan (Hammer, *Gesch. des osmanischen Reiches*, t. V, p. 146 de la traduction française). On sait que, effectivement, François I^{er}, lorsqu'il fut fait prisonnier à Pavie, en 1525, implora le secours de Soliman. Quant à Clément VII, M. Pfeffermann lui-même n'est pas très sûr de la réalité de la démarche que lui attribue l'auteur de *l'Histoire de l'Empire ottoman*, puisqu'il se contente de regarder comme vraisemblable un recours que le grand-vizir donne comme réel ; et, de fait, les remarques qui vont suivre paraissent devoir absolument l'exclure. Au surplus, même si cette demande avait eu lieu, elle serait humiliante avant tout pour Charles-Quint, à la solde duquel se trouvait, comme on le sait, le connétable de Bourbon.

Quant à sa 2^e affirmation, notre auteur la déduit en particulier des rapports faits, en 1533 et 1534, au pape ainsi qu'à son secrétaire particulier

par Vergerio, nonce auprès de Ferdinand I^{er}, lettres dans lesquelles celui-ci souligne les avantages que présenterait une paix conclue avec les Turcs. Démarche plutôt maladroite, et qui n'eut du moins, dans le cas particulier, aucun succès. En effet, pendant les progrès continuels réalisés par les troupes de Soliman — envahissement de la Hongrie, siège de Vienne et menace indirecte que cette progression entraînait pour l'Italie — le partisan le plus tenace et le plus décidé d'une campagne militaire contre les Turcs avait été Clément VII, et cela malgré la mollesse de Ferdinand, l'opposition de François I^{er}, l'attitude de Venise, qui ne voulait pas se brouiller avec la Porte, malgré enfin la complication résultant de la Réforme, qui avait suscité une nouvelle cause de désunion parmi les nations européennes. La paix finit par se rétablir d'elle-même, car Soliman, qui s'était heurté à une résistance à laquelle il ne s'attendait pas, avait jugé prudent de se retirer. Clément VII aurait voulu que, à cette occasion, les succès des chrétiens fussent exploités à fond, mais André Doria estimait cette offensive imprudente et Charles-Quint se refusa à l'encourager. Quand un peu après, en 1533, les Turcs recommencèrent leurs attaques, ce fut le pape qui s'empressa d'armer 12 galères et lorsque, en octobre de la même année, à Marseille, à l'occasion des fiançailles de Catherine de Médicis, François proposa au pape de venir en aide aux Turcs, le pape fut tellement indigné de cette suggestion qu'il estima devoir en donner connaissance à l'empereur. On avouera, dans ces conditions, qu'il faudrait, pour lui prêter l'initiative d'une paix générale avec le Croissant, d'autres preuves que celles qu'allègue M. Pfeffermann, se bornant à affirmer que le délégué impérial envoyé en 1533 auprès de la Porte fut très étonné d'y apprendre que le pape avait essayé, par l'entremise du consul de Florence, de faire conclure une paix entre le sultan et la chrétienté. Oui, tel était bien le vœu du nonce Vergerio — ses rapports signalés plus haut datent précisément de l'époque où Clément VII se trouvait à Marseille — mais on ne se trompera pas en refusant d'admettre que Clément VII ait songé un seul instant à appuyer semblable démarche.

Paul III, son successeur, tenait par-dessus tout à assurer la paix entre Charles-Quint et François I^{er}, afin de rendre possible la réalisation de deux projets qui lui tenaient à cœur : la réunion du concile et l'organisation de la lutte contre les Turcs. Entre temps, ceux-ci avaient débarqué en Italie et la guerre avait commencé entre l'empereur et le roi de France. L'alliance de ce dernier avec la Porte obligeait le pape à être extrêmement prudent — trop au gré de Charles-Quint — de peur de voir, pensait-il, François I^{er} abandonner peut-être l'Eglise et appeler le sultan. Immobilisé par ces complications politiques auxquelles venaient s'ajouter encore celles qui résultaient de l'attitude essentiellement mobile de Venise ainsi que l'alliance contractée par Charles-Quint avec Henri VIII, Paul III en arriva à se soucier un peu moins de la lutte contre les Turcs. M. Pfeffermann va plus loin : il dit qu'il était prêt à se jeter dans leurs bras, estimant que leur entrée jusqu'au cœur de l'Italie eût été un moindre mal qu'un nouveau sac de Rome. Bien plus, il aurait fini par demander au sultan son appui, l'invitant en outre à entrer en guerre contre l'empereur ; et, au début

de 1548, il aurait envoyé un délégué à Constantinople pour appeler Soliman dans la Péninsule !

Il suffit de savoir quelles étaient les préoccupations dominantes de Paul III, pour que saute aux yeux l'in vraisemblance, pour ne pas dire plus, de pareilles affirmations. Notre auteur s'appuie pour les formuler sur des rapports d'agents soit de l'empereur soit surtout du roi de France — personnages, on le sait, à l'affût de tous les bruits qui circulent — ainsi que sur une lettre de Venise faisant allusion à l'envoi à Constantinople d'un délégué du pape dans la personne de l'évêque de Milos (mer Egée), lettre, il importe de le souligner, qui ne précise pas dans quel but ce dernier y était envoyé, à supposer qu'il l'ait véritablement été.

Soliman, qui était alors sur le point de partir pour la Perse avec une armée, ne répondit pas, note M. Pfeffermann, à l'invitation qui lui était adressée. « Il était réservé au grand-inquisiteur Carafa, devenu le pape Paul IV, de tenter un dernier effort . . . et de chercher à grouper le croissant, la croix et les fleurs de lys » (p. 209).

Affirmation que notre auteur ne démontre pas plus que les précédentes. Son argumentation est en somme la suivante : le cardinal Carafa, dont le pape, son oncle, avait fait son secrétaire d'Etat, n'hésita pas, lorsqu'il fallut entreprendre contre l'Espagne cette guerre dans laquelle Paul IV s'était si maladroitement laissé engager, à rechercher l'alliance de la France et par conséquent indirectement celle des Turcs, puisque le roi très chrétien était lié avec eux par un traité. On sait que la campagne échoua misérablement pour le pape. Or, lorsque celui-ci, ayant enfin ouvert les yeux et s'étant rendu compte de tout ce qu'il y avait de répréhensible dans la conduite et l'attitude de son neveu, l'eut désavoué avec la violence de langage dont il était coutumier, il fit exclusivement allusion aux torts d'ordre moral qu'il y avait à lui reprocher, sans parler de ses fautes politiques (remarque que M. Pfeffermann, qui le dit d'ailleurs, emprunte à Pastor). Donc, il ne lui a pas fait de grief d'avoir demandé, avec l'appui des Français, celui des Turcs. Donc, il était partisan lui-même d'une alliance avec ces derniers. Donc, c'est lui, Paul IV, qui les a appelés ! « Dans son désir de mener jusqu'au bout la lutte contre l'Espagne, il était décidé à faire des Turcs ses alliés » (p. 222). Il l'était même beaucoup plus que son neveu. « Il souhaitait les voir arriver en Italie non seulement pour le délivrer de sa fâcheuse situation mais pour qu'ils s'y établissent définitivement » (p. 221).

On croit rêver en lisant de pareils illogismes ! Comment M. Pfeffermann, qui rapporte (p. 214) un entretien de Paul IV avec le représentant du roi de France, auquel il aurait demandé que celle-ci s'unisse à lui mais renonce à l'alliance avec la Turquie, n'a-t-il pas compris que le pape prouvait par là qu'il ne voulait pas s'engager dans une voie qui aurait pu donner l'impression qu'il avait partie liée avec la Porte ? M. Pfeffermann, qui cite à deux reprises une longue note de Pastor (t. VI, p. 420, note 2), s'est bien gardé d'en reproduire la fin, où l'historien des Papes écrit : « Paul IV avait, au commencement, fait des objections au délégué français au sujet de l'alliance avec les Turcs ; puis, dans la mesure où sa propre situation devenait

plus précaire . . . et alors que son neveu le poussait dans cette voie avec plus d'insistance, il s'était réjoui de cet appui indirect fourni par les Ottomans ; mais, chaque fois que, dans la suite, Paul IV parle d'une aide à recevoir des Turcs, il n'est question toujours que d'un appui *indirect*, à savoir celui qui résulte de l'alliance de la France avec l'empire ottoman, que le pape, dans son aveugle excitation envers l'Espagne, avait non seulement approuvée mais encore favorisée, parce qu'il en espérait une amélioration de sa fâcheuse position. Quant à une alliance *directe* de Paul IV avec eux, alliance dont l'existence a souvent été affirmée . . . je n'en ai pas trouvé trace. Dom Ancel, le meilleur connaisseur de l'histoire de Paul IV, m'assure que c'est également sa conviction. »

M. Pfeffermann, au contraire, termine son chapitre sur Paul IV par cette déclaration, qui est en même temps la conclusion de son livre : « L'appel à la flotte turque a été en somme l'ABC de la politique de plusieurs des papes de la Renaissance » (p. 228) et il consacre encore quelques pages, si ce n'est à excuser l'attitude de ces derniers, du moins à exposer les raisons qui contribuent à l'expliquer, et à essayer de montrer qu'il s'en est fallu de peu qu'elle n'eût été au contraire celle de leurs antagonistes politiques. « Le fait est là : que ce fût consciemment ou non, comme facteur dans l'équilibre européen, la Papauté, à cette époque, était du côté des Turcs » (p. 239).

Laissant de côté nombre d'affirmations accessoires, mais tout aussi contestables, de notre auteur, et dont plusieurs sont au surplus étrangères à son sujet, nous avons tenu à dégager l'essentiel de son argumentation afin qu'on pût en apprécier la valeur. Cette thèse, qu'il résume dans le titre qu'il a donné à son livre, il l'a encore illustrée en gravant en caractères d'or sur la toile noire de la couverture (en imitation, pourrait-on croire, de ce qu'a fait Pastor dans son Histoire des Papes) la tiare avec les clefs, mais en ajoutant au-dessous le croissant turc. Titre et symbole tendancieux et contre lesquels, au nom de l'histoire, il faut protester. Qu'on parle, si l'on veut, de collaboration avec les Turcs de la part de François I^{er} ou de Venise, soit ; mais c'est commettre une injustice que de faire ce reproche aux 6 ou 7 pontifes romains à l'adresse desquels notre auteur se permet de l'articuler, et c'est tomber tout simplement dans le ridicule que d'oser écrire : « La Papauté ne voulait pas que Rome et les Etats de l'Eglise devinssent le butin du sultan ; par contre, la destruction de l'empire ottoman n'avait pour elle aucun intérêt ; le péril turc n'était à ses yeux qu'un agréable prétexte pour assurer la suprématie pontificale » (p. 76).

Dans l'avant-propos, signalé ci-dessus, le travail de M. Pfeffermann est présenté comme « strictement historique et scientifiquement exact ». Le prospectus de l'éditeur, qui renchérit, comme il se doit, déclare solennellement : « C'est un voile, vieux de 400 ans, qui est enfin déchiré, pour mettre à nu, dans sa forme la plus grotesque, la collaboration du pape avec le sultan ; après 4 siècles, une conception historique erronée est l'objet d'une revision précise, impitoyable et rigoureusement scientifique. » Le lecteur impartial qui prendra la peine de lire le volume de M. Pfeffermann n'en sera aucunement convaincu.

L. Wæber.

Friedrich Pieth : Bündner Geschichte. Chur, Verlag F. Schuler, 1945. xv-638 SS. Mit einem Personen-, Orts- und Sachregister und drei Karten.

Eine gerechte und sachlich einwandfreie Würdigung dieses Buches fällt nicht leicht, behandelt es doch die Geschichte eines Landes, das durch die kompliziertesten Rechts- und Sprachverhältnisse ausgezeichnet ist, dessen Schicksal überdies während vielen Jahrzehnten aufs engste mit der europäischen Politik verknüpft war. Deshalb erwachsen dem Geschichtsschreiber wesentlich größere Schwierigkeiten als es sonst der Fall ist. Auch Rücksichtnahme auf die Leser kann geboten sein, was freilich keinen Geschichtsschreiber der Verantwortung entheben darf. Endlich ist der Reichtum an neuen Forschungen seit den letzten Gesamtdarstellungen der Bündner Geschichte überaus groß. Man bedenke, daß die eigentlich knappe Geschichte von Graubünden aus der Feder von P. C. v. Planta, in 3. Auflage von C. v. Jecklin bearbeitet, in der ersten Fassung in das Jahr 1892 zurückreicht, die teilweise sehr breit angelegte Geschichte von Currätien und der Republik Graubünden von Conr. v. Moor bereits 1870-74 erschien. Es war daher ein bedeutendes Wagnis, eine neue Gesamtdarstellung zu unternehmen. Daß es nach seiner Vollendung, bei allen kritischen Vorbehalten, nicht geringe Anerkennung verdient, sei ausdrücklich hervorgehoben. P. besitzt auch ansehnliche Verdienste als langjähriger Präsident der historisch-antiquarischen Gesellschaft und Herausgeber des Bündnerischen Monatsblattes seit 1914.

Die Vorzüge der neuen Bündner Geschichte fallen bald in die Augen. P. bezieht das gesamte 19. Jahrhundert in seine Darstellung ein, er bietet drei instruktive Karten, ein zuverlässiges Register, endlich eine reichhaltige Bibliographie; diese und die Belege zusammen umfassen nahezu 60 Seiten. Deswegen wird das Buch als Nachschlagewerk in jedem Fall gute Dienste leisten.

Hinsichtlich der Bibliographie gibt es verschiedene Arbeitsmethoden: auf Belege zu verzichten, oder solche zu geben, die keine sind, weil das in der Darstellung Gesagte tatsächlich nicht belegt wird, ferner sich mit bloßen Hinweisen auf Veröffentlichungen zu begnügen, deren Ergebnisse nicht berücksichtigt sind; endlich die u. E. einzig richtige Methode: nämlich das Zitierte richtig durchzuarbeiten und entgegengesetzte Ergebnisse kritisch gegeneinander abzuwägen. Mancher begnügt sich bekanntlich mit einer Bibliographie, deren Werke er kaum mehr als dem Titel nach kennt. Zu diesen Historikern müssen wir P. glücklicherweise nicht rechnen. Trotzdem darf nicht verschwiegen werden, daß es in wichtigen Bereichen an der notwendigen Durchdringung des Stoffes fehlt und gelegentlich Ergebnisse neuerer Forschungen nicht oder nicht genügend berücksichtigt sind. Man fragt sich sodann, weshalb einzelne Werke nicht zitiert sind. Handelt es sich auch etwa um ältere Werke, so bleibt doch entscheidend, ob ein Geschichtsschreiber, gestützt auf eigene Forschungen, heute noch anderweitig nicht gedruckte Quellen bietet, oder ob seine Darstellung überhaupt von besonderer Bedeutung ist. Deswegen verstehen wir es nicht, daß die Monographien von Franz Fetz ganz übergangen sind, deswegen vermissen

wir z. B. auch die Publikation Jecklin-Mayer, *Der Katalog des Bischofs Flugi*, und jene andere F. Jecklins, *Die Akten der Regentschaft*, vor allem aber die « *Helvetia Pontificia* » (1927). Warum wird auch zu den Nuntiaturberichten G. Fr. Bonhominis einzig die Einleitung angeführt, die Akten selbst aber nicht? Auch die Amerbachkorrespondenz (ed. A. Hartmann) hätte erwähnt werden müssen. Wir vermissen ferner die Biographie von Theodosius Florentini aus der Feder von P. Veith Gadiant (1944). In den gebotenen Titeln begegnet man erfreulicherweise wenigen Versehen. Bei Dissertationen wäre die entsprechende Angabe erwünscht.

In diesem Zusammenhang sei gleich bemerkt, daß P. S. 525-530 einen knappen Überblick über die neuere Pflege der Geschichte in Graubünden gibt. Was er darin sagt, darf anerkannt werden. Leider gedenkt P. darin der Bedeutung des so ansehnlichen bischöflichen Archivs in Chur und der so entsagungsvollen Ordnung durch Domdekan Tuor mit keinem Wort, obgleich die Forschung und Geschichtschreibung gerade seit dieser Zeit einen namhaften Aufschwung nahm. Auch die Förderung bündnerischer Geschichtspflege durch die Allgemeine Geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz hätte Erwähnung verdient. Und wenn schon Namen einzelner genannt werden, warum fehlt dann jener Prof. P. Plattners, der besonders durch die Ausgabe Campells hervorgetreten ist?

P. gliedert seine Darstellung mit Recht in drei Teile: I. Churrätien. II. Der Freistaat der drei Bünde. III. Der Kanton Graubünden. Verhältnismäßig knapp ist der erste Teil (S. 1-72), fast 200 Seiten umfaßt dagegen der dritte Teil allein. In diesem Verhältnis spricht sich auch die Richtung der persönlichen Forschung des Verfassers aus, der zu älteren Quellen kaum ein inneres Verhältnis besitzt, in der neueren Zeit jedoch sich durch eigene Arbeiten hervorgetan hat. P. bemüht sich, den verschiedensten historischen Gebieten seine Aufmerksamkeit zuzuwenden. Das ist u. E. verdienstlich, selbst wenn sich dabei der Verfasser zwangsläufig an Vorlagen anlehnen muß. Doch die Komposition der Darstellung litt darunter nicht wenig. Die Darstellung wird immer wieder unterbrochen, der Zusammenhang unter den einzelnen Kapiteln wird zerstört, die richtigen Übergänge fehlen. Kurz, es fehlt teilweise eine wirkliche Komposition. Diese Schwäche macht sich begreiflicherweise besonders dann fühlbar, wenn der Stoff gepreßt werden muß. Aber P. liegt es überhaupt weniger daran, Probleme neu zu stellen, als vielmehr zu erzählen, im ganzen in einfacher und nüchterner Form, allerdings auch ohne unechtes Blendlicht, und dabei nicht zu oft über den Kanton hinauszusehen. Deswegen gebricht es dem Buch an scharfen Umrissen, verlieren sich auch oft die chronologischen Grenzen, was sich gelegentlich in einer Entstellung der Zusammenhänge auswirkt.

Überblickt man die Darstellung des Mittelalters, dann darf kaum geleugnet werden, daß P. bedeutenden Fleiß aufgewendet hat, um die einschlägige, reichhaltige Literatur heranzuziehen und auszuwerten. Freilich soll damit nicht behauptet werden, daß ihm überall eine innere Verbindung alles dessen gelungen wäre, was er behandelt. Besonders zusammenhanglos stehen die Abschnitte über die Kunst da, wobei P. kaum in den Geist und die tieferen Gründe dieser Kunstpflege einzudringen vermag. Deswegen ist

auch die Ausdrucksweise keineswegs glücklich (vgl. z. B. S. 51, 117) ; S. 118 lies Hölzli statt Hötzli). Völlig unbefriedigend wirkt der Absatz über die kirchliche Organisation des Bistums. Da finden sich seltsame Sätze, man lese nur einmal : « Die Kapitelsgüter blieben von denjenigen des Bischofs ausgeschieden. Sie bildeten eine eigene Korporation. Ihre Verwaltung besorgte in der Hauptsache der Domdekan. Beide Körperschaften zusammen nannte man das Hochstift Chur. Kirchlich und politisch bildeten sie eine Einheit » (S. 46). Auch sonst verraten die Formulierungen nicht gerade eine tiefe Einsicht in die kirchliche Verfassungsgeschichte des Mittelalters. Ein Muster ! « Bei der Pfarrkirche war auch der Friedhof. Der Pfarrer unterstand in allen geistlichen Dingen dem Bischof. Von ihm wurde er eingesegnet. Seinen Unterhalt bestritt er hauptsächlich aus dem Pfrundgut. Dieses war fast immer eine Stiftung, entweder des Bischofs, des Domkapitels oder eines Laien. Der Stifter hatte das Kollaturrecht, das Recht, den Pfarrer vorzuschlagen. Doch mußte er seit 1122 vom Bischof bestätigt werden. » So wörtlich auf S. 46 zu lesen.

Dem entspricht es, daß wir über die politischen Rechte des Bischofs und über das Wesen des bischöflichen Staates im Spätmittelalter kein richtiges Bild gewinnen. Schuld daran ist der Umstand, daß P. die Lage gar zu sehr vereinfacht, indem er kurzerhand nur mehr von den Drei Bünden spricht, während doch der Bischof nach wie vor Haupt des Gotteshausbundes war, seine bestimmten Rechte besaß und auch tatsächlich ausübte, wie immer man die Bedeutung seiner Stellung dann würdigen mag. Wieviel besagt doch z. B. die Tatsache, daß Bischof Paul Ziegler im Juni 1512 anlässlich der Veltliner Feldzüge in Bormio im Felde war (Zeitschr. für schweiz. Geschichte 1942, Bd. 22, 9) ! Übrigens verdiente die Rolle Heinrichs V. von Hewen einmal im Hinblick auf den Konflikt im Bistum eine gesonderte Untersuchung. Sicher ist, daß P. in dieser Frage nur das politische Motiv — den Gegensatz zwischen Adel und Bauernschaft — betont. Ein Hinweis auf die Materialien in den Regesten der Bischöfe von Konstanz fehlt.

Die österreichische Erbeinigung dürfte P. in ihrer Bedeutung kaum richtig einschätzen. Daß der Obere Bund an ihr nicht beteiligt war, ist nicht überraschend ; denn seine Handelsinteressen wie auch seine politischen Interessen waren nach Westen gerichtet. Für die beiden anderen Bünde aber bedeutete der Vertrag eine Verständigung mit einem Nachbarn, auf den man angewiesen blieb, trotz aller gelegentlich auftauchenden Spannungen. Deswegen darf man in der Erbeinigung nicht ohne weiteres nur ein Mittel Österreichs zur überbetonten Einflußnahme erblicken. Auch für die Eidgenossenschaft bedeutete die Erbeinigung ganz analog in erster Linie ein Ordnungsprinzip.

Einzelne Mängel abgerechnet, erscheint uns die Form in diesem Abschnitt einwandfreier zu sein als in späteren Teilen (s. S. 24 : beamtliche Stellung, 97 : dreier gleichberechtigten Orte, s. übrigens S. 372, 406, 417 : Einnahmsquelle statt Einnahmequelle). Eine Stilblüte findet sich S. 35 : « Aber mit dem bischöflichen Stuhl erfuhr auch das Domkapitel und der übrige Klerus eine starke Germanisierung. »

In der Darstellung der Reformation ist P. wohl bestrebt, alles Verletzende zu vermeiden. Er verzichtet aber darauf, in die tieferen Zusammenhänge und Probleme einzudringen. Ein Bild über die Ursachen der Reformation gewinnt man z. B. nicht. Unser Aufsatz: Bischöfliche Kurie und Seelsorgeklerus in dieser Zeitschrift 1938 scheint P. entgangen zu sein. Er spricht (S. 124) übertreibend von der *völligen* Autonomie der Kirchgemeinden im 15. Jahrhundert. Auch ist es kaum angängig, Comander mit Johannes Heynlin und Joh. Geiler in Zusammenhang zu bringen (123), wenigstens fehlen hiefür jegliche Hinweise.

Die Komposition dünkt uns unbefriedigend. So ist z. B. der zweite Müsserkrieg von 1531 den Ilanzer Artikeln vorangestellt (130), die Hinrichtung Abt Schlegels (1529) folgt erst nachher. Oft fehlen auch Zeitangaben, die für eine klare Übersicht unerläßlich sind. An Irrtümern fehlt es keineswegs. P. spricht (119) seltsamerweise von den Universitäten München, Augsburg und Ulm! Von schwungvollen Versen M. Segers kann keine Rede sein. Der Domschulmeister Jakob Salzmann las die reformatorischen Schriften nicht zu St. Luzi, wenigstens wissen wir das nicht. Er war auch keineswegs erster Schulmeister der ersten städtischen Schule (120). Falsch motiviert ist die Begünstigung der Täufer durch Abt Schlegel, die eine einzige Briefstelle Comanders belegt (127). Sonst geht P. über die Täuferbewegung sehr rasch hinweg. Stilistisch zu rügen bleibt auch, daß P. in indirekten Sätzen immer wieder die Indikativform verwendet, ein Mangel, der sich, neben der Vernachlässigung der Zeitenfolge, im Buch allzuhäufig zeigt (S. 120, 125, 128 f., 135, 337, 362, 367, 375 f., 386, 423, 430, 448, 463, 465, 495; vgl. 415 oben).

Eine andere, grundsätzliche Frage müssen wir näher erörtern. P. redet (130 und 151, vgl. auch S. 230) von der Gleichberechtigung der Konfessionen, die der Bundestag in Davos vom Mai 1526 erklärt hätte. Er will damit gleichsam das Verdienst der Parität für die Reformation buchen. Wie steht es in Wirklichkeit? Ein Bundestag in Davos vom Mai 1526 kann nicht in Frage stehen. Der Brief Salzmanns an Zwingli vom 15. Mai 1526 (Zw. WW VIII, 590 f.) erwähnt zwar den Bundestag, der sonst nicht bekannt ist. Aus den Nachrichten Salzmanns kann indessen nichts anderes erschlossen werden, als daß Joh. Blasius der Strafe der Verbannung wieder enthoben und seine Ankläger vor Gericht verwiesen wurden. Auch der Brief Salzmanns vom 22. Mai 1526 berichtet nichts, weder vom Bundestag noch von seinen Beschlüssen (s. Zw. WW I. c. 606-609, s. auch Comanders Brief vom 5. Juni, ebda. 619 f.). Es kann einzig der Brief Salzmanns an Vadian vom 13. März 1526 in Betracht fallen (Mitteilungen zur vaterländischen Gesch. Bd. 28, 10-13). Dieser Bundestag mußte wegen Schneefalls von Davos nach Chur verlegt werden. Der entsprechende Beschluß enthielt tatsächlich, entgegen der Meinung Ps. (130), ein Zugeständnis auch an die protestantische Glaubenspartei mit der allerdings verfänglichen Formel von der Predigt des Evangeliums und des Gotteswortes, die zugelassen wurde unter gleichzeitiger Anerkennung der kath. Glaubensstücke von den Sakramenten und der Heiligen- und Muttergottesverehrung. Will man hieraus jedoch eine gleichzeitige staatsrechtliche Anerkennung beider

Bekanntnisse erschließen — trotz des ausdrücklichen Vorbehalts zugunsten späterer Änderungen bei besserer Belehrung — dann darf niemals übersehen werden, daß alle protestantisch orientierten Täler und Gemeinden gegen den Beschluß protestierten und die Anerkennung verweigerten. Damit wird jedoch die wichtigste Schlußfolgerung völlig hinfällig, als ob die hier ausgesprochene Parität das Anliegen der protestantischen Partei gewesen wäre. Daß dem so und nicht anders ist, wird jeder unbefangene Leser des betreffenden Briefes anerkennen müssen. Wer übrigens die Entwicklung der Glaubensfrage in anderen eidgen. Ständen damit vergleicht, zumal in den Städten, kann über die Bedeutung solcher Beschlüsse niemals im Unklaren sein (s. Zeitschr. f. Schweiz. Gesch. 1940, XX., 49 f.). Eine idealisierende Auffassung darf nicht in die Geschichte hineingetragen werden, ohne die reale Lage zu entstellen. Unseres Wissens hat die von P. vortragene Auffassung als erster der sonst hochverdiente, von der Aufklärung jedoch stark beeinflusste P. D. Rosius à Porta vertreten, aber sie findet in den Quellen nirgends eine Stütze! Man vergleiche bloß à Portas I, 137, 145 f. u. 154 ff. auf seine Quellen!

Grundlage für die Entwicklung der Religionsverhältnisse war nicht die Parität, sondern auch in den bündnerischen Gemeinden das Mehrheitsprinzip, wie P. in der Folge (139 f.), nicht ohne Widerspruch zum früher Gesagten, selbst hervorhebt. Ob die Glaubensabstimmungen friedlich vollzogen wurden oder nicht, ist eine andere Frage. Im ganzen sind die Zeugnisse gerade für die Frühzeit nicht zahlreich. Übrigens fühlt sich P. m. E. auch sonst überholten Anschauungen verpflichtet, so wenn er sich äußert (134): « Sie(die neue Lehre) trug dazu bei, das kritische Denken von den Fesseln der kirchlichen Autorität zu befreien. »

(S. 132 oben lies März 1526, nicht 1525 und S. 557, Anm. zu S. 133 ist die Erklärung zu den Churer Märkten zu berichtigen. Die alten Märkte waren keineswegs der Maimarkt und der Andreasmarkt, sondern der Markt an Pauli Bekehrung, an S. Johann Bapt., der Martinimarkt und auch der Thomasmarkt. Vgl. auch die Bemerkung in Nicolin Sererhard, Einfalte Delineation S. 259 zu S. 50, wo die Erklärung für die Verlegung der Märkte anfangs des 19. Jahrh. gegeben wird.)

Anfechtbar sind eine Reihe von Formulierungen, so wenn P. meint, alle vorreformatorischen Schulen hätten nur geistlichen Bedürfnissen gedient und humanistische Grundsätze hätten erst bei der Nikolaischule Anwendung gefunden (143) oder es seien nach 1460 in Zürich, Bern und St. Gallen humanistische Schulgründungen erfolgt, denen Buchdruckereien in die Hand arbeiteten (153). Emphatisch tönt der Satz: « Die Gründung der Nikolaischule bedeutete einen Markstein auf dem Wege vom mittelalterlichen Lehensstaat zum modernen Kulturstaat » (144). Abzulehnen ist Ps. Meinung, als ob erst seit der Reformation das Romanische auch Sprache der religiösen Unterweisung geworden wäre (156). Freilich sind die Zeugnisse hierüber selten, doch berechtigt das in keiner Weise zu so weitgehenden Verallgemeinerungen. Wir wissen z. B., daß um 1515 eigens ein Geistlicher nach Einsiedeln geschickt wurde, um romanisch Beicht zu hören! Sehr irre-

führend ist der Ausdruck von der katholischen Abart des Oberländer Romanischen (158).

Nicht übelnehmen darf man es dem Verfasser, daß seine Darstellung des so verwickelten Prozesses des Abtes Schlegel der wirklichen Sachlage nicht ganz gerecht wird, weil die Forschung bisher neue Wege zu einer andern Würdigung kaum eröffnet hat. Immerhin ist zu korrigieren, daß Dietegen v. Salis auf der Rückreise von Innsbruck verhaftet wurde. Sie erfolgte vielmehr auf der Hinreise. Die Verhaftung des Abtes erfolgte nicht auf Aufforderung der Ratsboten der Drei Bünde (136 f.), und das Datum der Hinrichtung ist der 23., nicht 28. Jan. 1529.

Indessen wirkt die Darstellung der katholischen Reform und der Kämpfe während der Bündner Wirren einseitiger und nicht selten auch verletzender. Wir wollen uns nicht über alles aufhalten (s. S. 159 unten einige gar zu verallgemeinernde Sätze), auch nicht näher erläutern, daß die parteipolitische Spaltung schon in den zwanziger Jahren des 16. Jahrhunderts vollendet war und u. E. der Prozeß gegen Dr. Joh. Planta (168-170) überhaupt eine neue Untersuchung verdiente. Wohl aber müssen wir betonen, daß P. für die kirchliche Lage im Veltlin im ganzen zu wenig Verständnis aufbringt. Er scheut zwar die Kritik an der Verwaltung des Untertanengebietes keineswegs (165 ff.), aber was er u. E. zu sehr verkennt, das ist der kirchlich-religiöse Sinn des Untertanenvolkes überhaupt. Für ihn scheint der Widerstand gegen die Religionspolitik der Bündner Obrigkeit kaum anders erklärbar, als durch die Hetze des Adels und der außerordentlich zahlreichen (?) Geistlichkeit (166), obwohl die Führer der kirchlichen Reform sich gerade mit der Geistlichkeit auseinandersetzen und deren Widerstand fürchten mußten. Auch wenn P. einen Absatz mit « Begünstigung der Reformation im Veltlin » überschreibt (166), so ist die teilweise Beschönigung der gewalttätigen und ganz ungleichen Behandlung des Katholizismus in der Folge ganz offenkundig. Nach P. hieß das freilich « die konfessionelle Parität auch im Untertanenland » sichern (167). Über die Bedeutung dieser konfessionellen Parität erhält man aber nirgends eine klare Vorstellung. Sicher konnte sie nicht darin bestehen, daß man fremde katholische Geistliche und kirchlich führende Persönlichkeiten des Landes verwies, dafür aber allen möglichen Glaubensflüchtlingen Italiens von oft zweifelhaftem Lebenswandel Aufnahme und jegliche Förderung gewährte. Doch gerade solche Widersprüche werden dem Leser nirgends aufgedeckt. Die schroff aggressive und expansive Religionspolitik der protestantischen Bündner kommt sozusagen gar nicht zum Ausdruck und wird fast stets mit dem Begriff der Parität verbrämt. Diese Einseitigkeit Ps. ist aus mehreren Gründen zu erklären. Einmal liegt es ihm gar nicht, die Quellen etwa zur Nuntiatur Volpes oder Bonhomini näher kennen zu lernen und widersprechende Urteile kritisch gegeneinander abzuwägen, dann gibt er sozusagen grundsätzlich dem Staat in allem den Vorrang, auch in religiös-kirchlichen Fragen, und endlich hält er sich zu eng und zu ausschließlich an die sehr polemische Darstellung von Carl Camenisch, Carlo Borromeo und die Gegenreformation im Veltlin, dessen betont rationalistische Gesinnung jeder erkennen mag, wenn er etwa die geschichtlichen Vor-

träge liest, die in « Bündner Geschichte in 11 Vorträgen » erschienen sind (1902).

C. Camenisch besaß, wenigstens damals, weder für den Katholizismus noch für den Protestantismus als religiöse Erscheinung Verständnis, was sein frivoler Spott über Luther, Zwingli und Calvin wie über die Persönlichkeiten der katholischen Kirche (vgl. bes. l. c. 197 ff.) klar genug erweist.

Deswegen bezichtigt P. Borromeo, gleich Camenisch, Reformierte, welche Widerstand leisteten, als Zauberer und Hexen dem weltlichen Gericht überantwortet zu haben, das sie verbrannte (172 unten), obwohl P. Fridolin Segmüller, S. Carolus Borromaeus vindicatus (Einsiedeln 1924), diesen Vorwurf einwandfrei als völlig unhaltbar nachweisen konnte (s. bes. 11 ff.). Auch Bonhomini wird P. kaum gerecht. Daß er unter dem Vorwand einer Badereise nach dem Veltlin gekommen sei, behaupten die Drei Bünde (s. Die Nuntiatur von G. Fr. Bonhomini I, 155 f. P. 173), doch der Landeshauptmann hatte ja von der Visitation sehr bald Kenntnis und er ließ sie zuerst zu und mit ihm zahlreiche Podestas der verschiedenen Orte. Übrigens ist es auch irrig zu behaupten, Bonhomini hätte Beat à Porta zum Verzicht auf das Bistum veranlaßt, während er ihn vielmehr zum Ausharren ermahnte (P. 171). Natürlich kennt P. die neue Biographie des P. Franz Bormio von P. Magnus Künzle (Einsiedeln 1940) nicht.

Ebenso ungerecht erscheint die Würdigung des Erzpriesters Nikolaus Rusca, von dem P. kaum anderes zu sagen weiß, als daß er « an der Spitze der haßerfüllten Gegnerschaft » stand (175). P. meint auch : « Zum Glaubenshaß der Untertanen gesellte sich der Haß gegen die Oberherren, dem die Willkür und Habsucht der bündnerischen Amtleute beständig neue Nahrung boten. » Aber es handelt sich dabei ebenso sehr um die gewalttätige Propaganda der neuen Lehre, der es um jeden Preis Raum zu schaffen galt. Daher besagt die Erneuerung der Gleichberechtigung der evangelischen und katholischen Bekenntnisse (1603) nicht viel (177).

Dieselbe Einstellung beherrscht natürlich auch das Bild der Bündner Wirren, das P. nach einer recht guten Schilderung der kulturellen Lage Bündens, in ausführlicherer und geschlossener Form bietet. Uns dünkt freilich, P. habe die Rollen fast von vornherein verteilt. Die verhältnismäßig sehr milde Beurteilung der Politik der radikalen Gruppe der Bündner Prädikanten (199 ff.) steht in keinem Verhältnis zu der scharfen Kritik, welche die katholische Politik erfährt, sei es nun die Spaniens und Österreichs oder der eidgen. Orte oder des Obern Bundes. Die führende Rolle der Prädikanten im Thusner Strafgericht wird zu einer bloß aktiven Mitwirkung (201). Von Rusca wird in diesem Zusammenhang wieder nur gesagt, daß er den Evangelischen verhaßt war. Weshalb aber gerade um seinetwillen im Veltlin schwere Mißstimmung entstand, erfährt der Leser nirgends. Es gibt doch hierfür mannigfache Geschehnisse (vgl. ein Beispiel bei Jak. Burckhardt, Ursachen und Verlauf des Veltliner Mordes im Jahr 1620, Ges.-Ausgabe XIV, 1933, 15). Weshalb wurden denn auch alle Hebel in Bewegung gesetzt, um von Genf die Berufung des radikalen Caspar Alexius als Leiter der Schule in Sondrio zu erlangen? P. scheint allerdings die so instruktiven, von Giov. Baserga, *Il movimento per la Riforma in Valtellina*

e le sue relazioni con Ginevra (Periodico di Como Bd. 21-22, 1914-15) veröffentlichten Briefe in dieser Sache nicht zu kennen; denn sonst könnte er auch die Tragweite der erneuten Bemühungen für die Schule in Sondrio, d. h. für die Gründung eines eigentlichen Seminars zur Heranbildung des Prädikantennachwuchses, für die Verschärfung der Gegensätze im Veltlin kaum übersehen. In der Darstellung des Veltliner Protestantenvorfalles läßt P. durchblicken, daß auch Rom an der Verschwörung nicht unbeteiligt gewesen sei, indem er sagt (202), das Netz der Verschwörung hätte von Bündlen nach Paris, von der Schweiz nach Rom gereicht, womit er gerade Spanien zu wenig hervorhebt, und er verstärkt diesen Eindruck beim Leser, indem er an einer anderen Stelle (203) betont: « Die römische Kirche aber hatte erreicht, was sie wollte; es gab südlich der Alpen keine ketzerischen Regierungen mehr. » Nun hat aber der protestantische Kirchenhistoriker Brosch (Zeitschr. für Kirchengeschichte XXII, 1901, 112 ff.) nachgewiesen, daß Papst Paul V. allen spanischen Annäherungsversuchen gegenüber sich völlig ablehnend verhielt und daher auch den Plänen zu einer Ermordung der Protestanten gänzlich fernstand. Man kann ja die neue Lehre bekämpfen, ohne just an Ermordung der Protestanten zu denken, immerhin ein bedeutender Unterschied!

Bei der Behandlung der Bündner Wirren stand P. gewiß vor einer nicht leichten Aufgabe. Uns aber scheint, es wäre doch möglich gewesen, oft eine andere Ausdrucksweise zu verwenden, die beim uneingeweihten Leser nicht zu irrigen Vorstellungen führen könnte, so wenn P. kurzweg von der verräterischen Haltung des Grauen Bundes spricht (205). Was heißt bei derartiger Parteilichkeit des Landes verräterisch? Was heißt denn bündnerisch-nationale Partei? (206). Wir erwarten keine Beschönigung der Gewalttätigkeiten der österreichischen Truppen, auch keine Beschönigung überspitzter Rekatholisierungsversuche, wir wollen auch nicht verkennen, daß diese vielfach reichlich verspätet kamen und auf eine Bevölkerung trafen, die im protestantischen Bekenntnis verfestigt war auf Grund bedeutender kultureller Verdienste der protestantischen Kirche. Das darf aber nicht übersehen lassen, daß der Lindauer Vertrag doch die verspätete Antwort auf die einseitigen Bestimmungen der Ilanzener Artikel von 1526 und auf die Konsequenzen darstellte, die nachträglich daraus abgeleitet wurden. Die katholische Reform stellt auch in dieser Hinsicht eine Reaktion gegen die protestantische Aktion dar, und von Verletzung « bündnerischer Grundgesetze » schlechthin darf nicht gesprochen werden (208, s. auch 210). Endlich dürfen trotz allen Fehlern und Schwächen der damaligen Reformbewegung die ihr innewohnenden geistigen Kräfte nicht verschwiegen werden. Das Bild, das P. von den Rekatholisierungsbestrebungen der Jahre 1622-23 bietet (211), ist dürftig und findet nirgends seine entsprechende Ergänzung. Ein Vergleich zwischen der Tätigkeit der Kapuziner etwa im Prätigau und dem Unterengadin und der Bündner Prädikanten und Amtleute im Veltlin hätte manches Urteil Ps. weit besser ausgleichen lassen. Für die Kapuzinermissionen bringt P. natürlich wenig Verständnis auf. Er sieht in den Kapuzinern nur die Exponenten der Unduldsamkeit. Sicher machte sich oft ein Gegensatz zwischen « bürgerlicher Toleranz » und dogmatischer Ausschließ-

lichkeit geltend, aber man darf deswegen nicht dem Irrtum verfallen, diese dogmatische Ausschließlichkeit nur auf der einen Seite zu sehen (230 ff.), ja zu behaupten, die evangelisch-rätische Synode und der evangelische Bundestag hätten unablässig den Duldungsgedanken, besonders in den Jahren 1640-1649, verfolgt, während ja in diesen Jahren in Tat und Wahrheit der Kampf um die Wahrung der eigenen religiös-kirchlichen Interessen seinen Höhepunkt erreichte. P. spricht auch von den konfessionellen Fundamentalsatzungen der Drei Bünde, von alten konfessionellen Beschlüssen; was darunter alles zu begreifen ist, sollte dem Leser gesagt werden (231).

Dem allem entspricht, daß die kulturelle Leistung der katholischen Reform, der « bündnerische Barock » ungenügend und losgelöst von seinem eigentlichen Zusammenhang geschildert (297 f.) und des katholischen religiösen Schrifttums kaum gedacht wird. Das ist umso bedauerlicher, als auf diese Weise die Einseitigkeit des Eindrucks betont und durch gar zu allgemeine Sätze, wie: « Das religiöse Leben war konfessionell gebunden und in einer geistlosen Orthodoxie erstarrt » (239), verstärkt wird. Die Vereinfachung ist natürlich eine Gefahr für jede Darstellung, die einen reichen Stoff auf knappem Raum meistern muß, aber man muß ihr zu beugen wissen.

Wir können diese Kritik im einzelnen nicht weiterführen. Noch wäre da und dort Anlaß zu vertiefterer Auseinandersetzung gegeben. In manchen Fragen hält P. gleichsam an aprioristischen Auffassungen fest. Für die Politik der V Orte kennt er als Motiv einzig und allein die konfessionelle Einstellung (251, 253). Wo das Bistum in Frage steht, bleibt P. u. E. überholten Anschauungen treu (s. 260). Für das 19. Jahrhundert billigt er die staatskirchlichen Tendenzen (372 ff.), wie denn seine Sympathien unverkennbar den Ideen des Fortschrittsglaubens (366, 381), der staatlichen Zentralisation (360, 422), ja der Staatsomnipotenz (381 ff., 473) gelten. Schade, daß P. U. Lamperts Kirche und Staat in der Schweiz, Bd. I-II, nicht kennt! Allerdings gibt es einzelne Fragen, worin er sich auch aufgeschlossen zeigt, so z. B. in der Würdigung der Gemeinatzung (488) oder des fremden Kriegsdienstes (105, 428). Man wird mit dem Verfasser nicht in allem rechten wollen, sondern sich mit der Feststellung begnügen, daß diesen seinen Grundauffassungen in der Würdigung Rechnung getragen werden muß. Bedauerlich aber bleibt es immerhin, daß dadurch die Vertiefung der historischen Zusammenhänge und Probleme nicht gerade gefördert wird.

Wir möchten diese Kritik nicht schließen, ohne zu betonen, daß das Werk eine Fülle von interessantem historischem Stoff bietet und es auf große Strecken auch in leicht faßlicher Form zur Darstellung bringt. Man kann von ihm nicht Abschied nehmen, ohne nicht noch einmal der großen Arbeit, die P. geleistet hat, dankbar zu gedenken.

O. Vasella.

Sanct Fidelis. Festschrift anlässlich des 200jährigen Jubiläums der Heiligsprechung unseres P. Fidelis von Sigmaringen. S. A. aus « St. Fidelis, Stimmen aus der Schweizer Kapuzinerprovinz. » Bd. 33 (1946). 150 Seiten. Verlag der St. Fidelis-Buchdruckerei Luzern, Wesemlin. Brosch. Fr. 3.50, geb. Fr. 6.50.

Die vorliegende Festschrift ist keine reine Gelegenheitschrift, noch trägt sie etwa nur erbaulichen Charakter an sich. Vom historischen Gesichtspunkt aus weist sie freilich Aufsätze von ungleichem Wert auf. Auch will sie begreiflicherweise die bisher als Ganzes gültige Biographie von P. Ferdinand Scala nicht überholen. Aber sie ist trotzdem ein bemerkenswerter Beitrag zur Würdigung der Persönlichkeit des Heiligen und ihrer geschichtlichen Erscheinung, zumal manche Studien auf knappem Raum Wesentliches erörtern. Man wird die Übersetzung der Heiligsprechungsbulle (9-23) dankbar entgegennehmen und sich gerne auch in die wechselvolle Geschichte der Kanonisation des hl. Fidelis einführen lassen (24-34), wobei P. Maximilian von Tablat besonders den Anteil der Schweizer Kapuziner und der kath. Orte aufzeigt. Vergleicht man dann die Studie von P. Beda, Luzern, Charakterbild des hl. Fidelis im Spiegel seiner Briefe (35-49) mit jener andern von P. Laurentius (Casutt) von Fellers, Der Weg zur Größe (64-96), dann gewinnt jeder Leser Einblick in die Schwierigkeiten einer psychologischen Deutung. Im ersten Aufsatz werden einzelne Briefstellen etwas zu spitz ausgedeutet. Der zweite, lebendig und recht kritisch gehalten, enträt zwar keineswegs psychologischer Züge, spricht aber den Historiker um des ungemein offenherzigen und selbständigen Urteils willen sehr an und versteht es, in natürlich-menschlichem Verständnis des Heiligen dessen Größe erst recht erstehen zu lassen. Mit Recht bemerkt P. Laurentius, daß eine neue wissenschaftliche Biographie fällig wäre, fügen wir hinzu : auch wegen des umstrittenen Charakters der rätischen Kapuzinermission (Die kritische Bemerkung gegenüber Pieth p. 86, n. 24, kann man nur billigen). Zuzustimmen ist P. Laurentius auch in der kritischen Würdigung des Religionsmandates des hl. Fidelis (91 f., vgl. zur Deutung des Ausdrucks *brevi* bzw. *propediem esca vermium* gegenüber P. Beda p. 49 die trefflichen Überlegungen von P. Laurentius p. 93 f.). Bietet dieser Aufsatz wirklich Vorzügliches, so besagt der Aufsatz : *La vocation de saint Fidèle* (97-100) zu wenig, ja er enthält u. E. beinahe historische Fehlurteile. Dafür wird der Leser wieder reichlich entschädigt durch den sorgfältigen und kritischen Überblick : *Das Schrifttum des hl. Fidelis und sein Schicksal* (101-130), von P. Adalbert (Wagner) von Stans.

Es ist kaum glaublich, daß sich von den Schriften des Heiligen so wenig erhalten hat, sind doch eine Reihe von Druckwerken nur aus Zeugenaussagen bekannt. Auch der Bestand an erhaltenen Briefen ist auffallend dürftig (105, das Verzeichnis p. 50 erscheint überflüssig ; p. 108 lies Ausgabe st. Aufgabe ; eine Reihe kleinerer Versehen finden sich S. 33, 65, 80, 87 n. 29, 148). Umso dankbarer wird man mit P. Adalbert seinen Fund des Autographs der *Exercitia seraphicae devotionis* empfinden, das

der Entdecker gewissenhaft mit den Druckausgaben vergleicht und durch kritischen Schriftvergleich auch als wirklich von P. Fidelis geschrieben nachweist. Wer möchte nicht hoffen, daß umsichtige Quellenforschung nicht doch noch wertvolle Ergebnisse zeitigen könnte ? Gibt doch P. Adalbert, dem wir überdies eine schätzenswerte Miscelle : Ein kostbares Bildnis des hl. Fidelis von Sigmaringen (56-58) verdanken, hierfür ein gutes Beispiel in seinem Aufsatz : Das Martyrium des hl. Fidelis in den ältesten Zeugnissen (131-139). So bescheiden an sich zunächst der Brief des österreichischen Vogteiverwalters von Feldkirch vom 28. April 1622 aus dem Stiftsarchiv St. Gallen erscheinen mag, bietet er doch einen vortrefflichen Bericht über den Martertod des Heiligen und damit zugleich eine unanfechtbare Grundlage zur Kritik an der beschönigenden Darstellung der protestantischen bündnerischen Geschichtschreibung der Zeit, was wiederum im Rahmen der allgemeinen Würdigung der bündnerischen Chronisten Beachtung verdient.

Diese Festschrift ist belehrend und anregend nicht allein für die Geschichte des Heiligen selbst, sondern auch der rätischen Kapuzinermission und der katholischen Reformbewegung in Graubünden, weshalb sich auch der knappe Überblick über die Kapuzinerhospizien (140-150) von P. Alban (Stöckli) von Hermetschwil rechtfertigen mag. Anerkennung verdient auch die schöne Illustration und das würdige und ernste Geleitwort des P. Provinzials, P. Franz Solan.

O. Vasella.

Heilige Schweiz. Ein kurzer Heiligenkalender, bearbeitet v. Dr. Leodegar Hunkeler, Abt von Engelberg. 1946. Stiftsdruckerei. 54 S.

Dans cette plaquette — un tirage à part du « Katholischer Handbuch der Schweiz », Rex-Verlag, 1943 — le R^{me} P. Abbé d'Engelberg a réuni, groupés selon l'ordre du calendrier, tous les saints ayant été en relation avec la Suisse : ceux qui y ont vécu ou qui y sont morts, ceux qui ont fait dans notre pays un séjour prolongé et enfin ceux qui, par suite de l'influence qu'ils ont exercée chez nous ou de la vénération dont on les a entourés, ont été ou sont encore l'objet d'un culte particulier, notamment les patrons de nos diocèses ou des capitales de nos cantons. La liste, qui ne comprend pas moins de 142 noms, s'étend depuis la période des persécutions jusqu'à l'heure actuelle : on y trouve la Sœur Thérèse Scherer, Supérieure générale d'Ingenbohl, morte en 1888, et le Frère Meinrad Eugster, d'Einsiedeln, décédé en 1925. Une astérisque accompagne les noms qui ne figurent pas au martyrologe ni dans le bréviaire ou le missel. Chaque saint est l'objet d'une petite notice historique, dans laquelle est nettement distingué ce qui est certain et ce qui n'est que probable ou même légendaire, ce dernier mot étant pris — l'auteur a soin de préciser — non pas nécessairement dans le sens d'affirmation à rejeter, mais de renseignement qui ne peut s'appuyer sur un document.

Une ou deux remarques en vue d'une nouvelle édition : P. 26, il ne faut plus parler, sans réserve du moins, de saint Bernard *de Menthon*.

P. 34 : il faudrait indiquer le vrai nom (Morel) du Bx Apollinaire, capucin (comme on l'a fait, p. 21, au sujet de Mgr Anastase Hartmann) ; s'il s'est occupé, à Paris, de la pastoration des fidèles de langue allemande, ce n'était cependant pas dans ce but qu'il y avait été envoyé, mais pour se préparer, par l'étude des langues, à partir pour les missions ; enfin, il n'est pas mort sur l'échafaud : comme toutes les victimes du couvent des Carmes, il a été brutalement massacré.

Cette plaquette du R^{me} P. Hunkeler rendra de précieux services, spécialement à ceux qui veulent se renseigner sur des personnages suisses peu connus et qu'on cherche en vain dans les dictionnaires. Elle serait plus utile encore si on y ajoutait une table alphabétique.

L. Waeber.

Katholisches Missionsjahrbuch der Schweiz 1947. 27. Jahrbuch des akademischen Missionsbundes der Universität Freiburg (Schweiz). 96 S. Freiburg, Selbstverlag.

Dieses Jahrbuch erschien wieder in der bereits vertraut gewordenen Gestalt. Es gewährt jedem Freund des schweizerischen Missionswesens einen guten und lehrreichen Einblick in die Tätigkeit schweizerischer Missionen. Der vorliegende Jahrgang kann zum ersten Mal nach Beendigung des Weltkrieges auf Grund von Originalberichten einen eingehenden Überblick über den Stand der schweizerischen Missionen vermitteln. In seinem einführenden Artikel : Perspectives betont P. de Menasce zunächst die Sonderrolle und die Aufgabe der schweizerischen Mission, wie sie inskünftig aus ihrer neutralen Stellung erwachsen dürfte. W. Heim, Schweizermissionare auf dem Leuchter, bietet eine dankenswerte Würdigung der biographischen Literatur bedeutender Schweizer Missionare, worauf zahlreiche, recht instruktive Berichte über die Entwicklung der schweizerischen Missionen in den letzten Jahren folgen, die von den verschiedensten Orden und Kongregationen in der Schweiz versehen werden. Wir können hier nicht näher darauf eingehen. Man darf füglich über die Reichweite der von der Schweiz aus betreuten Missionen staunen. Mit besonderem Interesse wird der eine und andere die Darstellung der Lage in der Mandschurei lesen, wo die Patres von Immensee erneuten Schwierigkeiten begegnen. Quellenwert besitzt das Verzeichnis sämtlicher Schweizer und Schweizerinnen, die 1946 in die Missionen abgereist sind, das ergänzt wird durch die knapp gehaltenen Nachrufe auf verstorbene Missionare. Auf die stets umsichtig bearbeitete Bibliographie zur Missionsgeschichte von Prof. Dr. Joh. Beckmann sei besonders verwiesen. Kein Zweifel, das Missionsjahrbuch erfüllt seine Aufgabe in würdiger Weise.

O. Vasella.

Bündner Urkundenbuch. Herausgegeben durch die historisch-antiquarische Gesellschaft von Graubünden, bearbeitet von **E. Meyer-Marthaler** und **Franz Perret**. I. Bd., 1. Liefg. (390-877). Chur, Druck und Verlag Bischofberger & Co. 64 S. Subskriptionspreis Fr. 5.—.

Daß eine neue Ausgabe der Bündner Urkunden ein dringendes Anliegen wäre, mußte jeder schon längst empfinden, der je einmal veranlaßt war, das alte Urkundenbuch, den « Codex diplomaticus ad historiam raeticam » von Th. v. Mohr und dessen Sohn Conradin zu benützen. Zwar wird niemand die Verdienste der beiden bedeutenden Forscher schmälern wollen, wenn er die Schwächen ihrer Edition nicht beschönigt. Denn der Codex erreichte bei weitem keine Vollständigkeit, und die Transskription war in vielen Urkunden sehr mangelhaft. Man darf aber nicht vergessen, daß das bedeutendste Archiv, das bischöfliche Archiv in Chur, erst fast vier Jahrzehnte später durch Domdekan Chr. Tuor geordnet wurde, andererseits die Methoden und Hilfsmittel eine wesentliche Verbesserung erfuhren.

Die Initiative zur erneuten Sammlung und kritischen Bearbeitung der Bündner Urkunden ging s. Zt. vom Präsidenten der hist.-ant. Gesellschaft von Graubünden, von Prof. Dr. Pieth aus. Eine Kommission beriet zunächst über das Programm und die zu befolgende Methode in der Sammlung des Materials. In die Bearbeitung und die Edition der Urkunden teilten sich Fr. Perret und E. Meyer-Marthaler, die die Hauptverantwortung trug und sich damit auch das bedeutendste Verdienst erwarb. Wer sich einigermaßen in die Sonderstellung Graubündens hineinzudenken vermag, weiß auch, daß die Schwierigkeiten für die Begrenzung und Gestaltung eines Bündner Urkundenbuchs weit größer sind als für jeden andern Kanton. Man vergegenwärtige sich bloß die sprachliche Lage sowie die enge Verbundenheit des Landes mit der Bistumsgeschichte. Endlich darf die teilweise wenig günstige Quellenlage für das Frühmittelalter wohl zur Überlegung führen, ob nicht auch mit Vorteil jene Quellen miteinbezogen würden, die man an sich einer Sammlung der Rechtsquellen vorbehalten könnte.

Wer die vorliegende Lieferung durchgeht, wird zunächst mit Genugtuung feststellen, daß der frühere, allzu eng gefaßte Begriff des Urkundenbuchs preisgegeben worden ist. So ziemlich alle Quellen — wie beispielsweise die wenigen Inschriften — die von Belang sind, wurden berücksichtigt. Auch wenn natürlich ein erheblicher Teil der hier abgedruckten Stücke durch die Editionen etwa der Monumenta Germaniae vorweggenommen sind, ist damit der Wert des erneuten Abdrucks keineswegs in Frage gestellt, denn E. Meyer bringt, wie immer man sich sonst zu einzelnen Fragen stellen mag, ein hohes Können für ihre Aufgabe mit. Weder fehlt es an ausführlichen textkritischen Erläuterungen noch etwa an sachlichen Erklärungen.

Zum Schönsten gehören von den hier gebotenen Stücken die Briefe Alcuins an Bischof Remedius. Hinsichtlich der Privaturkunden, die Durrer s. Zt. in Münster entdeckte, ist es heute, dank der sprachgeschichtlichen Forschungen Schortas, möglich, manche Ortsbestimmungen Durrers zu berichtigen, auch etwa zu ergänzen.

Eine kleine kritische Bemerkung sei zu Nr. 5 erlaubt. Wir glauben nicht, daß die Zeugnisse Gulers und Sprechers gegenüber Campell in dieser Frage einen selbständigen Wert besitzen (vgl. auch Nr. 13). Die Abhängigkeitsfrage stellt sich auch bei Nr. 6 für die Chronik Goswins und den Liber de feodis im bischöflichen Archiv. Bei dem geringen Wert von Hidbers Regesten kann der Hinweis auf sie ruhig wegfallen (vgl. Nr. 17). Im Regest zu Nr. 2 sollte es heißen : Menschwerdung, nicht Menschenwerdung !

Mit Spannung wird man die Fortführung des Urkundenbuchs erwarten. Hoffentlich gelingt die rasche Drucklegung der folgenden Lieferungen trotz aller Hemmnisse, die sich heute allen Unternehmungen dieser Art in den Weg stellen. Druck und Ausstattung durch den Verlag sind vorzüglich. Der Gesellschaft und insbesondere auch den Bearbeitern gebührt aufrichtiger Dank.

O. Vasella.

Bibliographie der Schweizergeschichte. Jahrgänge 1941 und 1942, bearbeitet von **W. Vontobel** und **W. Achtnich**. Zürich, Verlag A. G. Gebrüder Leemann & Co., 1947. 176 S.

Nach manchen Verzögerungen, die u. a. durch den häufigen Wechsel der Mitarbeiter und die Kriegsverhältnisse bedingt waren, ist es nun gelungen, die Lücken in der Jahresbibliographie, welche die Allgemeine Geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz regelmäßig bearbeiten und veröffentlichen ließ, ganz zu schließen. Bis auf das Jahr 1946 liegt jetzt die Jahresbibliographie vollständig vor, was höchst erfreulich ist, nicht allein für die Gesellschaft selbst, sondern für alle, die das wichtige Hilfsmittel kennen und seit jeher zu schätzen wissen. Die Bibliographie leistet heute umso größere Dienste, als ja die meisten deutschen Veröffentlichungen dieser Art seit etwa fünf Jahren vollkommen fehlen. In knapp zwei Jahren erschienen nun drei Hefte, umfassend fünf Jahrgänge der schweizergeschichtlichen Bibliographie, eine Leistung, welche für die beiden Bearbeiter Ehre einlegt und zugleich für das Verständnis der Schweiz. Landesbibliothek zeugt.

Wer die vorliegenden mit früheren Heften vergleicht, erkennt die nicht unbedeutenden Fortschritte. Zum Vorteil der Bibliographie ist der Umfang eingeschränkt worden. Dann enthält die Rubrik Personengeschichte eine treffliche Übersicht, in alphabetischer Reihenfolge, über alle Persönlichkeiten, die in den verschiedenen Gruppen der Bibliographie genannt sind, eine Anordnung, die neu ist. Die Orientierung über die Bibliographie ist ganz wesentlich erleichtert durch ein ausgezeichnetes Verfasserverzeichnis. Vor 1930 fehlen jegliche Verzeichnisse dieser Art. In den letzten Jahrgängen ist den Verfassernamen der stichwortartig verkürzte Titel beigegeben worden. Freilich können dabei kleine Versehen unterlaufen, eine Gefahr, die in diesen Jahrgängen glücklich vermieden worden ist. Der Druck ist übrigens ausgezeichnet.

Wir hoffen sehr, daß die so wichtigen bibliographischen Arbeiten auch inskünftig ihren raschen Fortgang nehmen mögen. Mit Spannung erwarten wir vor allem die zusammenfassende Bibliographie von 1913-1940, die der

Vollendung entgegengeht. Den beiden Bearbeitern der vorliegenden Jahrgänge sei einmal mehr der aufrichtige Dank für ihre umsichtige und uneigennützig Arbeit ausgesprochen.

O. Vasella.

Histoire illustrée de l'Eglise. Fasc. XIII. Réforme et affirmation du catholicisme (XVI^e siècle), par le **P. André Duval** O. P. Fasc. XIV. L'Eglise à l'époque classique (XVII^e siècle), par **Georges de Plinval**. Fasc. XV. Germes et Progrès d'esprit hostile (XVII^e et XVIII^e siècles), par **H. X. Arquillière**. Editions de l'Echo illustré. T. II, p. 53-212.

Trois fascicules de l'*Histoire illustrée de l'Eglise* ont paru au cours de l'année 1947. Au P. André Duval, professeur à la faculté de théologie du couvent du Saulchoir, a été confiée la période de la Contre-Réforme : le pontificat de Paul III, la fondation des capucins, des barnabites ; saint Ignace et les jésuites, puis et surtout le concile de Trente. L'auteur souligne les complications d'ordre politique qui en ont rendu la convocation difficile, ainsi que les rivalités ou du moins les dissentiments qui opposaient les uns aux autres certains membres de l'assemblée. Il passe par contre trop rapidement sur les décisions du concile, surtout celles qui ont trait à la discipline.

De Pie V, le P. Duval relève la sainteté, mais aussi l'étroitesse d'esprit dont il a fait preuve en plusieurs circonstances. De Grégoire XIII, il souligne le calme, l'esprit réalisateur, tandis qu'il trouve Sixte-Quint un peu brouillon. Il ne parle pas de ses mesures policières et guère de ses constructions, l'achèvement de la coupole de St-Pierre mise à part. Il nous présente longuement saint Charles Borromée — y compris son rôle en Suisse — plus brièvement saint Philippe Néri, dont le portrait est cependant savoureusement brossé. Après avoir parlé des collèges ouverts par les jésuites, il passe aux théologiens. Au sujet des controverses sur la grâce, on goûtera cette formule : « A partir du décret du P. Aquaviva ordonnant à la Compagnie de professer en cette querelle les positions de Suarez, chacun des deux ordres aura, à l'intérieur de la foi commune de l'Eglise, sa propre orthodoxie. En dépit des déclarations officielles, saint Thomas demeure-t-il toujours le Docteur commun ? » (p. 88).

Il nous entretient ensuite de saint Canisius et, après deux pages sur Philippe II, de saint François Xavier et des missions, de sainte Thérèse et de saint Jean de la Croix.

La bibliographie est abondante, mais quelquefois pas suffisamment précise. Il n'est plus question de l'*Histoire des Papes* de Pastor — la remarque vaut aussi pour les fascicules suivants — à partir de l'époque où s'est arrêtée la traduction française (d'ailleurs très défectueuse, comme on le sait) de cet ouvrage. L'auteur accentue à l'occasion — nous sommes loin de lui en faire un reproche — les traits des personnages qu'il rencontre. Il lui arrive aussi, pour mieux exprimer sa pensée, de fabriquer un mot : ainsi lorsqu'il parle de l'action « démultipliée » de saint Pierre Canisius (p. 90). Il a surtout le souci d'écrire dans un style alerte, en phrases très courtes, de deux mots,

parfois même d'un seul. On lit par exemple, p. 100, à propos de sainte Thérèse : « Maladies graves. Ferveurs. Grâces spéciales de Dieu. Tiédeurs. Découragement. . . Une pauvre créature que Dieu comble de ses faveurs. Il se fait voir. Il est auprès d'elle. En elle. Mais l'entourage s'inquiète. On la surveille. On l'interroge. On la contrôle (p. 100). » Le tout entrecoupé de points d'interrogation, d'exclamation. On comprend qu'on n'utilise plus le style solennel et alambiqué de certains historiens d'autrefois ; mais, dans sa préoccupation de réagir, l'auteur semble avoir, du moins par endroits, dépassé la mesure.

On revient, comme il sied, à un style plus traditionnel dans le fascicule XIV (le plus étendu jusqu'ici de tout l'ouvrage : 66 pages et 2 hors-texte) que M. de Plinval consacre à l'époque classique, au XVII^e siècle.

Parlant de ce qu'il appelle les aspects religieux de la Guerre de Trente Ans, l'auteur regrette, mais explique l'union que la France, jalouée par l'Espagne, crut devoir conclure avec la Suède, et il souligne les quelques bons résultats de ce rapprochement. Quant à l'Angleterre, portée déjà avant la Réforme à l'insubordination vis-à-vis de l'Eglise romaine, elle est maintenant butée contre la Papauté.

Le catholicisme cependant se ressaisit un peu partout. M. de Plinval parle longuement de saint Vincent de Paul, puis du Jansénisme et, à cette occasion, de Pascal, en tant que favorable aux idées de Port-Royal, puis du Gallicanisme, de Louis XIV et de ses difficultés avec le Pape, de la Déclaration de 1682 et de Bossuet, de la révocation de l'Edit de Nantes, longuement expliquée et sévèrement jugée. Il passe ensuite aux conversions, aux pourparlers théologiques (Spinola, Leibniz), au Piétisme, soit à cet effort déployé par le protestantisme pour se ranimer en se vouant en particulier aux œuvres de charité.

Un long chapitre est consacré aux missions : en Amérique du sud, au Canada, dans l'Inde, au Japon, en Chine, ce qui amène l'auteur à parler de la question des rites.

Passant aux savants et aux artistes, M. de Plinval nous entretient de Galilée, de Descartes, de l'achèvement de Saint-Pierre à Rome, du style surchargé alors à la mode, celui qu'on donne — à tort d'ailleurs, car il était primitivement assez sobre — comme étant celui des jésuites. Il parle abondamment de la peinture de Rubens, de la sculpture du Bernin, qu'il caractérise et critique très justement. De Bossuet, il n'avait été question jusqu'ici que pour rappeler son rôle dans la Déclaration des Quatre articles puis, plus bas, pour exalter son apologétique et noter aussi, au sujet de sa *Défense de l'Histoire des Variations*, ce qu'il y a cette fois-ci de caduc dans le point de vue de l'évêque de Meaux « qui répond non sans quelque lourdeur », « qui vieillit, qui se raidit, qui s'attache. . . à des principes conservateurs et monarchiques que les générations montantes refuseront d'accepter » (p. 145). L'auteur revient à Bossuet vers la fin du fascicule, pour célébrer le « modeleur sans égal du matériel verbal » (p. 164) et il nous entretient à nouveau également de Pascal, « le représentant hors pair de l'apologétique laïque » (p. 165), et signale chez lui un « sursaut d'existentialisme, si l'on veut, mais tandis que l'existentialisme moderne crispe son déses-

poir au seuil du néant et de l'absurde, celui de Pascal, plus dramatique encore, plonge sur le gouffre d'un enfer éternel » (p. 166).

L'auteur consacre enfin les dernières pages aux théoriciens français de la spiritualité, ce qui le conduit à dire un mot du quiétisme et à noter que Fénelon, s'il a eu tort, a du moins été grand dans sa soumission après qu'il eût été condamné.

Dans ces pages consacrées au Grand Siècle et surtout à la France, l'auteur s'est laissé aller à des développements dont personne n'aura l'idée de se plaindre. Dans les différentes questions sur lesquelles il est appelé à se prononcer, il donne la note juste, l'appréciation exacte. Comme dans les premiers fascicules de l'ouvrage, il recourt à l'occasion à des expressions créées à l'heure actuelle, qui renseignent très habilement le lecteur et lui font, mieux qu'une longue explication, toucher du doigt le problème soulevé. L'illustration enfin — portraits de papes, de saints, de chefs de file de la controverse janséniste ou de grands généraux, reproductions d'œuvres d'art — est, comme dans les numéros précédents, soignée, instructive et en partie nouvelle.

M. le chanoine Arquillière, doyen de la Faculté de Paris et professeur à l'Ecole des Hautes Etudes, auquel a été confié le fascicule XV, est un spécialiste du moyen âge. Il a publié naguère, entre autres, un gros volume sur *Grégoire VII et sa conception du pouvoir pontifical*, une étude sur le *Gallicanisme*, une autre sur *l'Augustinisme politique au moyen âge*, c'est-à-dire cette tendance qui, en mettant l'accent trop exclusivement sur l'un des aspects de l'enseignement de l'évêque d'Hippone, a fini par absorber le droit naturel dans la justice surnaturelle, les droits de l'Etat dans ceux de l'Eglise, plaçant le Pape à la tête de la Cité de Dieu, tandis que les théoriciens de la tendance opposée y mettaient l'empereur.

C'est du XVIII^e siècle que s'occupe ici M. Arquillière. Plus exactement, il commence par revenir un peu en arrière pour nous entretenir du paroxysme de la crise du gallicanisme et du jansénisme, qui finit par la collusion entre le premier et le second. Puis, avec Descartes, la philosophie et la théologie, la raison et la foi « autrefois trop mêlées dans l'augustinisme théologique et politique », se distinguent nettement et se séparent définitivement. On voit se former de nouvelles orientations intellectuelles et morales ; mais, surtout avec les écrivains qui se succèdent de Bayle à Voltaire et plus encore avec Diderot et *l'Encyclopédie*, on assiste à un véritable assaut contre le christianisme. Par ailleurs, un courant de libertinisme commence déjà au XVII^e siècle. La franc-maçonnerie vient s'y ajouter et le tout aboutit à la suppression de la Compagnie de Jésus (suppression sur laquelle on aurait désiré quelques précisions supplémentaires).

M. Arquillière nous présente ensuite saint Alphonse ; puis il passe aux missions et rappelle les difficultés rencontrées par leurs pionniers, l'antagonisme qui se fit jour parfois entre ouvriers besognant à la même tâche, l'opposition protestante.

Après quelques pages très fouillées sur Rousseau, l'auteur nous parle du philosophisme à l'étranger, de Frédéric II, de Joseph II, de Fébronius, de la Ponctation d'Ems, du synode de Pistoie. Revenant à la France et se

demandant jusqu'à quel point l'esprit nouveau l'avait entachée, M. Arquillère répond que celui-ci avait pénétré assez profondément à Paris, mais beaucoup moins en province.

Il arrive ensuite à la Révolution. Ses causes et sa véritable nature sont fort bien exposées ; mais, là aussi, on eût souhaité un exposé moins succinct des faits eux-mêmes. S'il y a un mot — plus exactement une parenthèse — sur les massacres de l'Abbaye et des Carmes, il n'y a rien, par exemple, sur les pontons de Rochefort ou sur les noyades de Nantes. La réaction de Thermidor, la fin de la Terreur, le Directoire, tout cela est raconté en 2 lignes ; la prise de Rome sous Napoléon, le départ de Pie VI, son voyage à travers l'Italie et la France et sa mort à Valence, en 2 lignes également. Bref, la fin de ce fascicule (qui compte 42 pages, alors que le précédent en avait 66) a été trop sommairement traitée. Le style, avec ses incidentes assez fréquentes, donne davantage l'impression du langage parlé que de la phrase écrite et châtiée. La bibliographie est abondante et puisée aux sources récentes, mais essentiellement française. Pastor est cité en bloc (p. 194, note 2), mais n'a guère été utilisé. L'appréciation portée sur Benoît XIV, dans la légende de l'illustration de la p. 195, nous paraît un peu sévère. Enfin et surtout, il y a, d'ailleurs au début, dans la suite des chapitres, un peu de décousu. C'est inévitable lorsqu'il faut répartir une abondante matière entre des fascicules qui doivent comporter approximativement le même nombre de pages et former néanmoins chacun un tout.

L. Wæber.